

L'Espagne refuse le projet sécessionniste du Pays basque

Soumis au Parlement hier, le «plan Ibarretxe» a été rejeté par les députés.

Madrid de notre correspondant

Les 350 députés espagnols ont été, hier soir, les acteurs d'un vote à la fois historique et sans surprise. Sans surprise car, la veille, les partis avaient déjà annoncé la couleur: à une écrasante majorité, par 319 suffrages contre 29 (et deux abstentions), le projet d'inspiration sécessionniste des nationalistes basques a été rejeté par les Cortes. Vote historique car, pour la première fois à la chambre basse espagnole, le chef d'un exécutif régional, basque en l'occurrence, est monté à la tribune pour défendre le droit à l'autodétermination. Juan José Ibarretxe, qui a prononcé le début de son discours en *euskara* (langue basque), a officiellement soumis le plan auquel il a donné son nom.

Ce projet, inspiré du modèle québécois, prétend qu'Euska-

di devienne un «*Etat librement associé à l'Espagne*», veut établir une «*nationalité basque*» et s'arroger des prérogatives étatiques (justice, éducation, impôts...). Soutenu par les partis nationalistes basques, catalans et galiciens, le «plan Ibarretxe» a été rejeté par le PSOE (les socialistes au pouvoir) et l'oppo-

«Il n'y a pas de marche arrière possible: les Basques finiront par décider eux-mêmes...»

Juan Jose Ibarretxe, chef de l'exécutif basque

sition conservatrice du Parti populaire, qui, à eux deux, détiennent 89% des sièges.

Silence de mort. «*Euskadi n'est pas subordonné à l'Etat espagnol, il ne l'a jamais été et ne le sera jamais (...). Personne ne pourra empêcher le peuple basque de décider de son avenir*», a clamé Juan José Ibarretxe, dans un silence de mort. Depuis que, fin décembre, son

projet a été adopté au Parlement autonome basque (grâce aux votes de trois députés pro-ETA), les nationalistes modérés du PNV jugent que la majorité de la société basque est en faveur d'une rupture avec l'Espagne – même si les auteurs du projet le décrivent comme «*un plan de coexistence pacifique*». «*Le contentieux basque avec l'Espagne est vieux de deux cents ans, il est donc bien antérieur à la bar-*

barie terroriste de l'ETA (...). Notre projet est une opportunité historique de résoudre un conflit. Ne la laissez pas échapper!», a lancé hier Ibarretxe, peu avant un vote dont il connaissait l'issue.

Les partis nationaux ont exprimé leur opposition radicale. «*Si nous vivons ensemble, nous devons aussi décider ensemble. Cette chambre est le*

siège de la souveraineté nationale, elle seule peut décider», a répliqué le Premier ministre Jose Luis Zapatero. Se faisant l'avocat d'une «*Espagne plurielle et unie*», il a toutefois invité Ibarretxe à formuler une autre réforme du statut d'autonomie basque, «*acceptable pour tous les Espagnols*». De son côté, le leader du PP, Mariano Rajoy, a fustigé un «*projet illégal, déloyal, (...) qui, en brandissant l'étendard d'une souveraineté basque imaginaire, prétend saborder la Constitution espagnole*».

Référendum. Pour Juan Jose Ibarretxe et les siens, le vote sans appel des Cortes n'est cependant pas un coup d'arrêt. «*Il n'y a pas de marche arrière possible: les Basques finiront par décider eux-mêmes*», a martelé Ibarretxe, qui veut soumettre son plan à référendum d'ici juillet. ◀

FRANÇOIS MUSSEAU